

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

Introduction

Quelle est la place de la notion de puissance dans la géopolitique ?

La notion de puissance est en réalité très difficile à définir car elle évolue au fil du temps. Elle est surtout délicate à manipuler car elle est étroitement liée aux discours politiques et aux idéologies des États¹ qui tentent d'affirmer leur influence sur la scène internationale.

Les débats sur sa définition restent d'actualité et conduisent à la rapprocher des sciences politiques, alors que d'autres l'orientent vers les relations internationales. Ceci étant dit, la géopolitique permet de recentrer les regards sur les rivalités et les enjeux qui y sont liés.

Ce chapitre s'intéresse aux caractéristiques de la puissance d'aujourd'hui, à l'échelle internationale, et identifie les fondements et les manifestations de la puissance à dans les dimensions diplomatique (y compris au sein des institutions internationales), militaire (défense du territoire, capacité de projection, etc.). Les notions de *hard power* et *soft power* (**Joseph Nye**) nous intéresseront particulièrement.

I. Les caractéristiques de la puissance

En géopolitique, le concept de **puissance** est une notion centrale. Il importe donc de la définir et de savoir l'utiliser à bon escient, exercice non sans difficultés car elle est en constante évolution.

A. L'approche réaliste « classique » des relations internationales

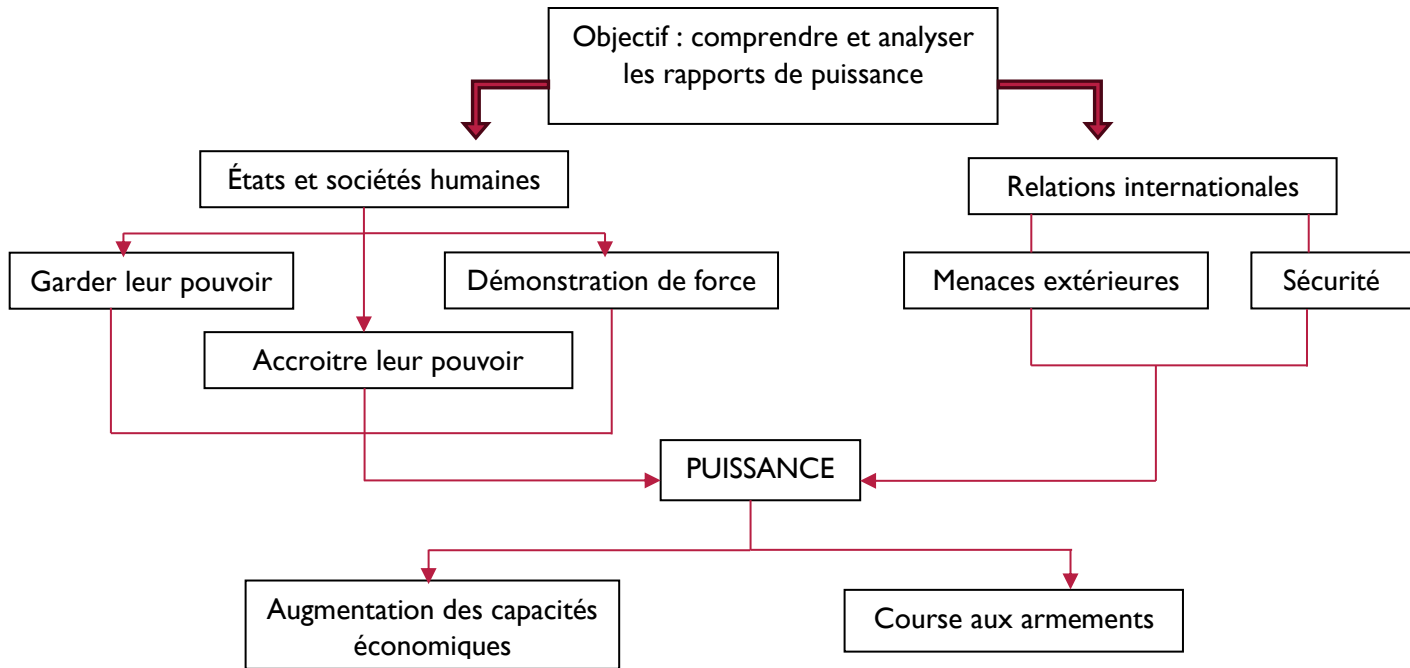
Hans Morgenthau a posé les bases de l'école réaliste « classique » :

- Elle se fixe pour objectif de comprendre et d'analyser les rapports de puissance en se focalisant sur les acteurs essentiellement étatiques.
- Pour l'auteur, les rapports de dominations sont inscrits dans la nature humaine et les États reproduisent la même logique pour faire valoir leurs intérêts.
- Les États mettent alors en place des stratégies afin d'assurer la sauvegarde de leur puissance et de peser dans les relations internationales

Pour cette école, la puissance repose donc sur la lutte continue des États pour conserver leur rôle important (relatif) dans les relations internationales (*keep power*), voire à l'accroître (*increase power*). Cette analyse montre comment la stratégie de puissance contribue à la prolifération des armes, pour répondre à une question de sécurité contre les menaces extérieures. Nous l'avons bien remarqué pendant la Guerre Froide.

¹ État : territoire approprié avec des frontières clairement délimitées par des accords ou simplement reconnues par les états voisins et la communauté internationale

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales



B. La puissance coercitive

La **puissance** est la capacité de chaque État à obtenir des acteurs des relations internationales qu'ils agissent en fonction de ses intérêts. C'est la **capacité de faire** ou de refuser de faire. C'est le cas des États-Unis qui ont mené une guerre contre l'Irak en 2003, contre l'avis de ses alliés. Alors, la puissance est une notion liée à l'**État**. Au XXI^e siècle, une puissance est celle qui est capable de définir une « grande stratégie », c'est-à-dire de mettre en cohérence sur le long terme, une politique économique, culturelle, scientifique, politique et des actions diplomatiques afin d'assurer son existence et sa prédominance sur la scène internationale, lui permettant de diffuser son système de valeur.

Le politologue **Raymond Aron** définit la puissance comme : « la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités. En bref, la puissance n'est pas un absolu, mais une relation humaine ». La **puissance est relative : un État est puissant parce que d'autres États le sont moins**. Ainsi, nous comprenons que la puissance implique une hiérarchie : il existe ainsi des puissances mondiales, des puissances régionales, etc.

Le terme de « **grandes puissances** » est courant au début du XX^e siècle et désignait les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et la Russie. Après la Seconde Guerre mondiale, on voit apparaître le terme de « **superpuissance** » dans l'ambivalence Russie-États-Unis pendant la Guerre Froide. Depuis lors (1991), les États-Unis sont caractérisés d'« **hyperpuissance** » (Zbigniew Brzezinski parle aussi de « puissance globale » dans *Le grand échiquier, L'Amérique et le reste du monde, 1997*). Enfin, parler de « **puissance régionale** » pour un État implique qu'il est capable d'agir et qu'il a une capacité d'influence dans son environnement régional (continent ou sous-continent). Par exemple, l'Arabie Saoudite est une puissance régionale au Moyen-Orient.

I. Hard Power

La puissance a historiquement reposé sur la capacité d'action militaire. Celle-ci repose sur :

- la quantité et la qualité de l'armement et le nombre de soldats
- la possession de l'arme nucléaire

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

Par exemple, la plus grande armée mobilisable aujourd'hui est la chinoise avec près de 2.5 millions de soldats. Les États-Unis et l'Inde en disposent de 1.3 million. Quant à la France, elle en compte plus de 200 000.

Le hard power repose également par une **capacité de projection**, c'est-à-dire la capacité de conduire des interventions étrangères.

Mais il faut faire attention à ne pas réduire le hard power à la puissance militaire. Plus que ça, le hard power est le pouvoir de **coercition, de contrainte**. Il englobe alors la capacité d'un État à contraindre un autre acteur des relations internationales :

- **Économiquement** : par des embargo (blocus) comme celui opéré par les États-Unis sur Cuba à partir de 1992.
- **Diplomatiquement** : Le symbole de la force diplomatique est l'organisation du Conseil de Sécurité de l'ONU, c'est-à-dire l'organe exécutif de l'ONU fondée en 1945. C'est une instance puissante qui a « la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationale » (Charte de l'ONU) : il formule des résolutions pour le maintien de la paix, l'établissement de sanctions internationales et l'intervention militaire. En son sein, 5 pays forme le Conseil de Sécurité (États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France) et ont un droit de veto permettant de bloquer des interventions onusiennes dans le monde. Il a la **capacité d'empêcher de faire**.
- **ou par la cyber-influence** : on peut alors penser à la libération de la fille du fondateur de Huawei permise par les États-Unis et obtenue par la Chine.

2. Soft Power

Le soft power désigne la **capacité à faire faire** à un acteur international ce que vous souhaitez qu'il fasse, et ce, par une force de persuasion et de séduction. Concrètement, le soft power passe par la culture, l'idéologie, des valeurs, un mode de vie, les médias, la science etc. C'est encore le cas des États-Unis qui, après 1945, ont réussi à structurer un système monétaire internationale donc les transactions commerciales se firent désormais en dollars.

I. La dynamique des puissances

A. Des puissances éphémères ?

I. Les premiers Empires

Le premier empire de l'histoire naît en Mésopotamie vers 2300 avant Jésus-Christ quand les petits royaumes et les cités-États de la région se réunissent. Pendant près de trois mille ans, ce sera la principale forme des grandes puissances.

Par la suite, les « grandes puissances » de l'Antiquité sont également des empires :

- Empire maurya en Inde dont on connaît assez mal l'histoire malgré des fouilles archéologiques et quelques écrits
- Empire des Hans en Chine et plus généralement Chine impériale
- l'Empire romain autour de la Méditerranée
- l'Empire mongol de Gengis Khan qui va de la Méditerranée à l'Indochine
- l'Empire ottoman
- les Empires incas et aztèques en Amérique qui disparaissent avec les conquêtes espagnoles
- ou encore des empires européens comme l'Empire russe et l'Empire austro-hongrois qui s'effondrent avec la Première guerre mondiale.

Ces Empires n'ont pas de frontières définies : ils visent à s'étendre. Ainsi, chacun de ces Empires a dominé de très grandes superficies. Cependant, les Empires ne sont pas la seule forme de

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

puissance. De petits territoires ont pu exercer une puissance importante comme la ville de Venise entre les XIII^e et XVI^e siècle. En effet, cette petite cité-État située au carrefour de l'Europe est une des plus grandes puissances d'Europe par sa capacité à développer des réseaux de commerce. Elle s'est imposée comme la principale interface commerciale entre l'Orient et l'Occident, l'endroit par lequel transitent les marchandises venues de Constantinople, la mer Égée, la Syrie, Alexandrie, Barcelone, Les Baléares, Valence, Séville, Lisbonne, Bruges ou encore Londres. Avec moins de 100 000 habitants, Venise a pourtant régné sur la Méditerranée grâce à sa position géographique qui faisait d'elle un carrefour commercial.

2. L'euro-périsation du monde

Après les grands Empires, les États-nations² vont s'imposer comme nouvel acteur des relations internationales. Ils inventent de nouveaux empires, d'abord par la colonisation.

Les Grandes Découvertes à partir de la toute fin du XV^e siècle avec l'expédition de Christophe Colomb en 1492 ouvrent une période de puissance européenne. Les États européens vont en effet se déployer à l'échelle du monde dont ils vont conquérir une partie.

À cette période, le très puissant empire espagnol s'étend depuis l'Alaska jusqu'à l'Amérique du Sud en passant par les Caraïbes. Ces territoires vont toutefois prendre leur indépendance au XIX^e siècle. À la même époque, le Portugal s'étend sur les cinq continents (Brésil, Malacca, Macao près de la Chine, littoral indien, Angola, Mozambique, etc.). Les ports de Lisbonne et de Séville connaissent une période florissante.

Alors que les Empires ibériques déclinent, les autres pays européens, en particulier la Grande-Bretagne et la France, se lancent dans une appropriation du monde au XIX^e siècle. À la veille de la guerre, l'Europe domine une large partie de la planète.

En 1914, les pays sous domination coloniale représentent les 2/3 de la superficie mondiale et 60% de la population. De même, l'espace colonial témoigne d'une dilatation des frontières : l'Empire Britannique était 140 fois plus étendu que la Grande-Bretagne, l'Empire Belge 80 fois plus grand que la Belgique (avec le Congo notamment), l'Empire Néerlandais 60 fois plus grand que les Pays Bas et l'Empire Français 20 fois plus vaste que la France.

La puissance européenne est aussi démographique : la population européenne représente 26% de la population mondiale (Russie comprise), contre 22% au début du XIX^e siècle.

L'économie mondiale est alors dominée par l'Europe. Elle est l'usine du monde et vend ses produits – diffusant ainsi également son modèle européen. L'Europe achète des produits bruts et vend les produits finis. Elle est lieu des inventions techniques les plus substantielles.

L'euro-périsation du monde se manifeste également par la diffusion du modèle européen. Celle-ci est principalement liée à l'immigration, à la colonisation et à la diplomatie. En effet, sur le plan culturel, elles ont eu pour effet l'introduction des cultures européennes sur les autres continents notamment l'introduction des religions et des langues européennes.

Cependant, cette domination européenne est fragile. D'une part, des puissances émergentes commencent à la contester. En 1914, les États-Unis deviennent la première puissance industrielle et financière mondiale. Ils concurrencent l'Europe et engagent une politique impérialiste centrée sur le continent américain. À partir des années 1870, le Japon entre à son tour dans l'âge industriel sous l'impulsion de l'État. Parallèlement, il devient une puissance commerciale capable de concurrence l'Europe et l'Amérique du Nord. Il engage également une politique de domination en Asie. Il faut rappeler que l'hégémonie européenne n'est pas exempte de tensions

² État-Nation : se caractérise par un territoire dont le peuple est le guidé par un sentiment d'appartenance

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

entre États-Nations européens avec la montée des nationalismes qui conduiront à la Première guerre mondiale, synonyme de déclin pour l'Europe. Par ailleurs, la colonisation est un enjeu important des relations diplomatiques et commerciales. En 1914, des tensions territoriales opposent les Européens : La conquête du monde ne s'est pas faite sans heurts, comme nous le verrons plus loin. Enfin, la domination de l'Europe par la colonisation est remise en cause. Dans les Empires, après la conquête, a existé une contestation diversifiée, sourde encore en 1914, contre la présence et la domination européenne. En métropole, la question divise également l'opinion : en 1885, Clémenceau s'oppose violemment à la politique coloniale de Jules Ferry, mais les critiques les plus structurées et les plus véhémentes viennent du camp socialiste.

En 1914, le monde est européen sur bien des plans. Mais l'hégémonie du vieux continent est déjà menacée tant par des nouvelles puissances que par des contestations internes et dans les colonies.

3. Les États-Unis, puissance du XXe siècle

En effet, les États-Unis, pays neuf, vont devenir l'hyperpuissance économique mondiale du XXe siècle après l'effacement des pays européens lors de la Première Guerre mondiale.

Indépendants en 1776 (ils sont formés d'anciennes colonies britanniques), les États-Unis se consacrent à la conquête de leur territoire tout au long du XIXe siècle. À la fin du siècle, ils finissent par devenir la première puissance industrielle. Ils présentent des atouts non négligeables :

Principaux atouts des États-Unis à l'orée du XXe siècle :

- Territoire exceptionnellement riche et ouvert sur deux océans
- Mise en place précoce d'un réseau ferré
- Afflux d'une main-d'œuvre étrangère nombreuse et peu onéreuse du fait des migrations européennes
- Stratégies de production rentables : mécanisation, organisation scientifique du travail
- Capitalisme dynamique peu entravé par de vieilles traditions économiques (car c'est un pays neuf)
- Monnaie solide et officiellement convertible en or à partir 1900

Alors que les États-Unis s'imposent comme la puissance la plus dynamique, Hitler parvient au pouvoir en 1933 avec l'ambition de refonder l'Empire allemand qui a disparu avec la Première Guerre mondiale mais sans être empereur lui-même : il s'agit à ses yeux de regrouper les populations germanophones d'Europe et de leur assurer un « l'espace vital » (*Lebensraum*). C'est le IIIe Reich (« Empire »). Sa devise est d'ailleurs : *Ein Volk, ein Reich, ein Führer*. (« Un peuple, un empire, un guide. »).



Image n° 1 : La Seconde Guerre mondiale en Europe.

En mars 1938, Hitler annexe l'Autriche sans grande opposition. Dans la foulée, en septembre de la même année, il s'empare la partie germanophone de la Tchécoslovaquie, les Sudètes. Le pays, pourtant allié des démocraties, est lâché par la France et la Grande-Bretagne à la conférence de Munich. En mars 1939, les nazis s'emparent de Prague et la Tchécoslovaquie disparaît. Le 1er

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

septembre 1939, les armées allemandes envahissent la Pologne, c'est le début de la Seconde Guerre mondiale. En juin 1940, la France signe l'armistice car son armée, réputée l'une des plus puissantes au monde, s'est fait battre en six semaines. Un an plus tard, Hitler attaque l'URSS de Staline et remporte des victoires éclatantes. Cet empire totalitaire et antisémite va répandre de manière inouïe la violence sur le continent. Six millions de Juifs sont ainsi assassinés par les nazis soit les 2/3 des Juifs d'Europe par différentes manières : fusillades massives à l'Est, gazage dans des camions aménagés à cet effet puis chambres à gaz dans les camps d'extermination. La Shoah a conduit à l'élaboration de notions juridiques après la guerre, notamment celle de « génocide » et de « crime contre l'humanité ». Grâce à la mobilisation des Alliés (URSS, États-Unis, Grande-Bretagne notamment), le IIIe Reich s'effondre le 8 mai 1945.

4. La Guerre Froide oppose deux « superpuissances »

La Guerre Froide naît en 1947 car la Grande Alliance unissant entre autres les États-Unis et l'Union soviétique ne survit pas à la victoire de 1945. Les deux vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale prétendent incarner l'avenir du monde avec leurs modèles idéologiques opposés : libéralisme et démocratie pour les États-Unis et communisme et totalitarisme pour l'URSS. L'année 1947 officialise la rupture entre les deux Grands et marque le début officiel de la Guerre Froide : à la doctrine Truman de mars 1947 qui vise à endiguer le communisme par tous les

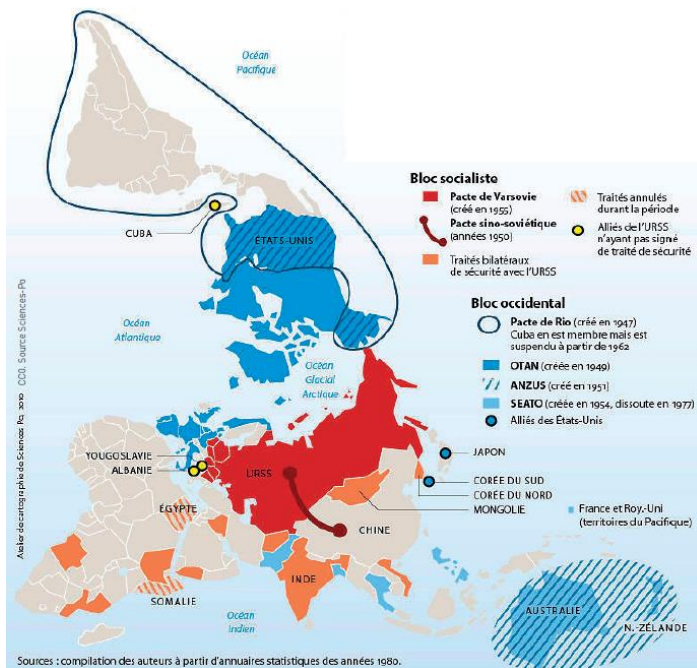


Image n° 2: Carte des alliances militaires durant la Guerre Froide

les moyens notamment économiques répond la doctrine Jdanov en septembre 1947 qui oppose nettement les deux camps. Ce conflit idéologique se double d'une rivalité de puissance car chaque bloc cherche à s'adjoindre le maximum d'alliés et contrôler les régions du monde : l'Europe mais aussi le Tiers-monde. On parle de bipolarisation, c'est-à-dire la division du monde en deux blocs dirigés par les États-Unis et par l'URSS appelés « superpuissance ».

En 1991, l'URSS s'écroule. C'est la fin de la Guerre Froide marquée par la victoire des États-Unis. La Seconde Guerre mondiale et la Guerre Froide auront été le temps fort du siècle américain : le Soft power et le Hard power se sont

définis et développés de 1945 à 1990 accompagnant les Trente Glorieuses. Sans puissances capables de rivaliser leur domination, les États-Unis à leur apogée deviennent une « hyperpuissance » selon l'expression du ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine. Leur hégémonie est tangible.

Principales manifestations de l'hégémonie américaine :

- Leur monnaie : le dollar est la monnaie de référence
- Le poids économique : ils produisent 1/5e du PIB mondial en 2000
- Leur modèle de libre-échange : il se diffuse avec la chute du bloc de l'Est et les choix économiques de la Chine
- Leur puissance militaire : ils dominent les autres États par le budget, la puissance de leurs armes, leur capacité de projection et leur maîtrise de la technologie

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

- Leur capacité à innover
- Leur poids diplomatique : les États-Unis sont les « gendarmes du monde » et les premiers contributeurs de l'ONU (22%) où ils disposent d'un siège permanent au Conseil de Sécurité.
- Leur soft power : leur modèle culturel (musique, habits, cinéma, nourriture) et leur maîtrise des réseaux de communication (Internet) sont très forts.

Cependant, des premiers signes d'érosion de leur puissance apparaissent : faiblesses internes (poids de la dette, déficit commercial) et concurrence des autres puissances dont la Chine qui apparaît, aujourd'hui, en mesure de rivaliser la puissance américaine à moyen terme.

B. L'empire ottoman, de l'essor au déclin

L'Empire ottoman est un bon exemple de l'ascension d'une puissance, de son apogée puis de son déclin. Il a été l'un des plus puissants de la planète. Construit sur les ruines d'une autre puissance locale, l'État seldjoukide en Anatolie, cet Empire a connu l'apogée de sa puissance économique, militaire, politique et culturelle sous le règne de Soliman le Magnifique au XVIe (1494-1566). Sous son règne, l'Empire ottoman domine la mer Méditerranée, la mer Rouge et le golfe Persique. Il s'étend, par un système de contrôle direct ou de vassaux, de la Turquie à la Perse, en Europe dans les Balkans, en Grèce et jusqu'à Budapest ainsi qu'au Maghreb. Le XIXe siècle voit son délitement progressif, son impuissance face à ses voisins et son incapacité à se réformer de l'intérieur. Après une longue agonie, celui qu'on surnomme alors « l'homme malade de l'Europe » finit par disparaître. Après la Première Guerre mondiale dont il sort perdant, il est dépecé par les puissances européennes victorieuses. La Turquie actuelle, plus réduite géographiquement et moins puissante géopolitiquement, a pris sa place en 1923

I. Comment s'est construit puis a décliné l'Empire ottoman ?

L'empire ottoman s'est construit sur les ruines de l'État seldjoukide d'Anatolie au XIVe siècle autour du chef d'une des tribus présentes sur le territoire : Osman dont le territoire est passé de 4800 km² à 16 000 km² à sa mort (la taille d'un pays comme le Koweït de nos jours). Les successeurs d'Osman poursuivent sa politique de conquêtes dans l'actuelle Grèce, en Bulgarie et sur le plateau anatolien (actuelle Turquie). L'Empire s'étend alors sur des terres habitées en majorité par des Grecs, des Serbes et des Bulgares. Dans un premier temps, les Ottomans laissent aux territoires conquis leurs particularités, se contentant de prélever des impôts et des soldats en échange de la sécurité.

La capitale, Andrinople, est un foyer intellectuel et artistique. Les successeurs d'Osman modernisent l'armée en créant une artillerie moderne et un corps d'élites, les janissaires, fantassins d'élite recrutés parmi les meilleurs esclaves d'origine européenne et de confession chrétienne. Ils modernisent l'administration en la centralisant et en plaçant à sa tête un Grand Vizir mandaté par le pouvoir pour toutes les affaires de l'État. Ce Grand Vizir s'appuie sur un personnel formé et une gestion hiérarchisée de la répartition des



Image n° 3: Le Titien, portrait de Soliman le Magnifique, vers 1530

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

tâches. Au XVI^e siècle, le bey se fait appeler « sultan » pour marquer son pouvoir plus fort qu'un simple chef de clan. Ils développent également le turc au détriment de l'arabe qui demeure la langue de référence religieuse. Le turc devient ainsi la langue administrative, mais aussi celle des conquérants qui la diffuse dans les nouveaux territoires. En revanche, les Ottomans ne dominent pas encore la mer Méditerranée qui est toujours sous contrôle des Vénitiens ou des Génois.

Il manquait aux Ottomans une grande capitale. Ce sera Constantinople, véritable trait d'union entre l'Europe et l'Asie. C'est alors la capitale d'un Empire byzantin désormais très réduit. Le sultan Mehmet II l'assiège pendant 55 jours avec 80 000 à 100 000 soldats ottomans soutenus par une flotte de plus de 120 navires. La ville tombe le 29 mai 1453 aux mains des Ottomans. La prise de Constantinople – rebaptisée Istanbul – est un véritable choc pour les Européens.

L'Empire ottoman apparaît comme une menace redoutable aux portes de l'Europe. Symboliquement, elle marque aussi la victoire de l'islam sur le monde chrétien. Mehmet II fait de la ville un centre religieux et culturel où cohabitent chrétiens, juifs et musulmans. Mehmet, surnommé « le Conquérant », étend l'Empire : le Péloponnèse, l'Albanie, la Bosnie, la Moldavie, la Crimée. Il réalise une unité territoriale. L'Empire Ottoman entre dans une période faste sous le règne de Soliman le Magnifique.

Le règne de Soliman est le plus long de l'histoire ottomane : près de 46 ans (1520-1566) ! Il étend considérablement son Empire : Belgrade, Rhodes et la Hongrie (allant jusqu'à menacer Vienne, ce qui effraya beaucoup les Européens), une grande partie du Moyen-Orient, l'Afrique du Nord jusqu'en Algérie.



Image n° 4: Siège de Constantinople, 1453, miniature de 1455

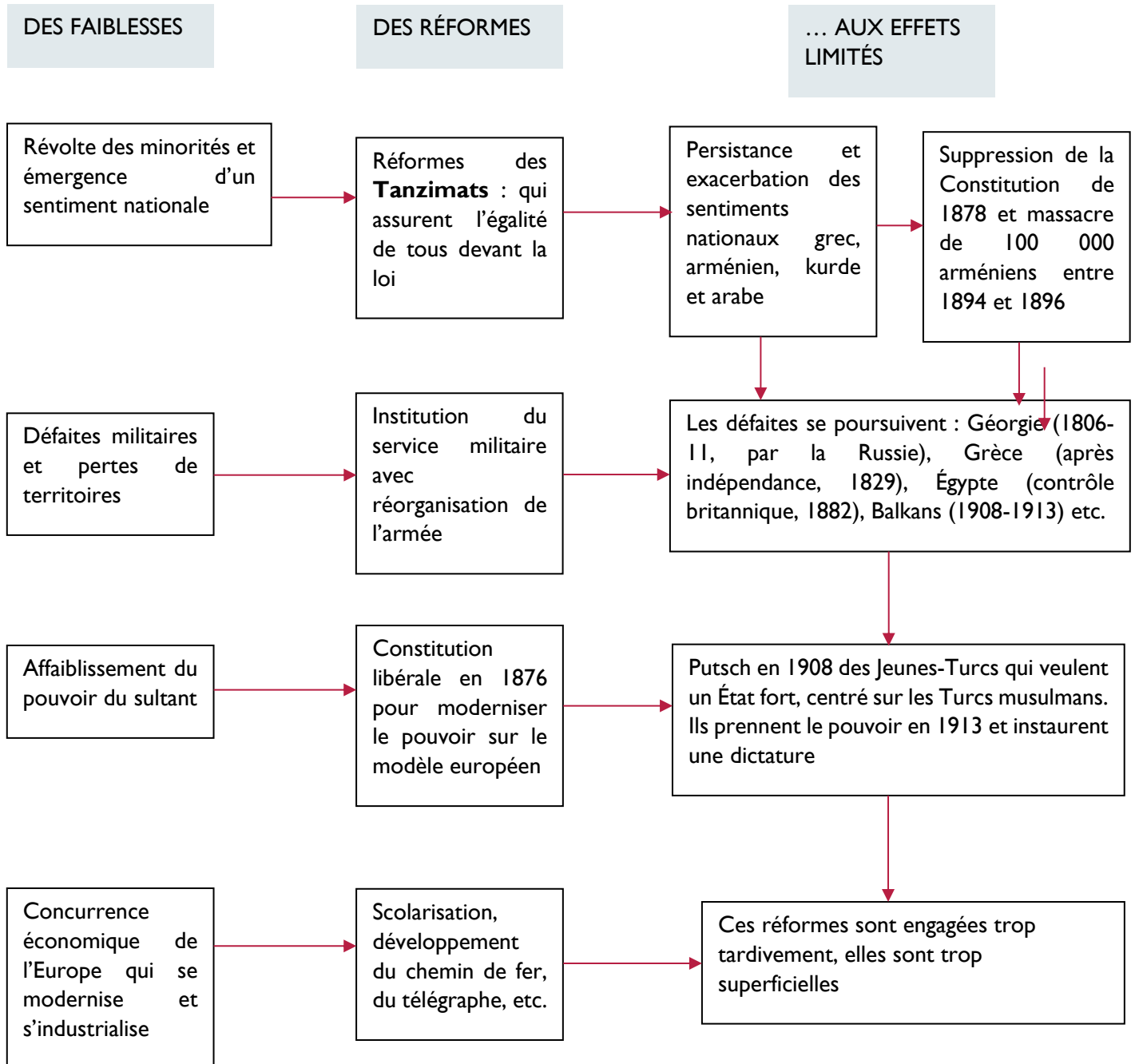
Sous son règne, sa flotte domine la Méditerranée, la mer Rouge et le golfe Persique. L'Empire ottoman est très puissant militairement. Soliman modernise en profondeur son Empire. Les turcs le surnomment d'ailleurs « le législateur », celui qui fait les lois. En effet, l'extension de l'Empire nécessite une remise à plat de l'organisation du régime. Certes la loi suprême, la charia, ne peut être modifiée car elle est considérée comme divine. Mais Soliman s'attache à réformer, moderniser, compiler les lois dans un code unique qui restera en vigueur plus de trois siècles. Il prend des mesures pour protéger les chrétiens et les juifs. Il développe également l'éducation. Soliman est également un homme de culture. Véritable mécène, il entretient des centaines d'artistes. Grâce à ce soutien, il parvient à créer un véritable art ottoman, indépendamment des influences régionales. Le sultan est lui-même un poète de qualité. À Constantinople, Soliman se fait bâtisseur, notamment de mosquées. À Jérusalem, il fait restaurer le dôme du Rocher, les murs (de la vieille ville actuelle) et la Kaaba de La Mecque.

Après le faste du règne de Soliman, l'Empire ottoman entre dans une lente agonie qu'il ne parvient pas à enrayer malgré ses tentatives de réformes. Le premier signal de faiblesse survient en 1571 avec une première défaite militaire. En effet, alors que la dynamique de puissance de l'Empire apparaît de plus en plus menaçante pour la chrétienté, le pape appelle à la croisade contre les Ottomans. Les Turcs connaissent une première défaite lors de la bataille maritime de Lépante face aux Vénitiens et aux Espagnols. C'est le début d'une perte de contrôle en Méditerranée. Les revers s'enchaînent : l'armée ottomane ne parvient pas à prendre la ville de Vienne en 1683 (date de l'avancée maximale de l'Empire) et perd la Hongrie en 1699 puis la Crimée (qui devient russe)

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

en 1783. La Russie apparaît de plus en plus puissante. Par ailleurs, à l'intérieur des frontières de l'Empire, les crises politiques affaiblissent le pouvoir. Les révoltes se succèdent. En 1622, l'assassinat par les janissaires du sultan Osman II, qui voulait réformer l'Empire, en est le signe le plus vif. D'autre part, les minorités se révoltent et des aspirations à plus d'autonomie des groupes minoritaires (religieux ou nationaux) se font plus fortes.

2. L'État tente de réagir



En novembre 1914, c'est donc un Empire ottoman affaibli qui entre dans la guerre auprès des Empires centraux. L'Empire ottoman rencontre surtout des défaites, dont une très grave face à la Russie à Sarikamis en Anatolie orientale. Après ce revers, les Jeunes-Turcs toujours au pouvoir décident de déclencher le génocide des Arméniens, soupçonnés d'être plus proches des Russes

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

que des Turcs. Plus d'un million d'Arméniens sont assassinés (50 à 60% de la population arménienne). En 1916, les arabes autour du chérif Hussein de La Mecque se révoltent (soutenus par la Grande-Bretagne qui cherche à conforter sa présence au Moyen Orient) et se défont du joug ottoman. Malgré le soulagement apporté par la Révolution bolchevique en Russie, l'Empire est exsangue. Plus de 800 000 de ses soldats ont péri sur les champs de bataille. Les Ottomans signent l'armistice en octobre 1918. Son territoire est dépecé en 1920 par le traité de Sèvres. Les nationalistes de Mustafa Kemal, jeune général qui s'est illustré pendant la guerre, refusent cet effondrement et se lancent dans la guerre de libération. Celle-ci aboutit au traité de Lausanne de 1923 qui consacre la fin de l'Empire : Mustafa Kemal Atatürk installe une république laïque et déplace sa capitale à Ankara. L'Empire ottoman est définitivement mort.

C. Une puissance qui se reconstruit après l'éclatement d'un empire : la Russie depuis 1991.

I. Comment se reconstruit la puissance de la Russie après l'effondrement de l'URSS ?

L'URSS, fondée en 1922, était formée de quinze républiques socialistes soviétiques. La République de Russie était, de loin, la plus puissante de cette union. Cette fédération se disloque et disparaît en décembre 1991. C'est un choc pour bien des observateurs, même si l'URSS présentait déjà des signes de faiblesse. Dans un premier temps, nous nous attacherons à analyser la chute du bloc de l'Est (en Europe orientale) puis, très rapidement après, du système soviétique avec la fin de l'URSS. Ensuite, nous nous intéresserons à la transition de l'URSS vers la Russie, tant sur le plan politique (passage d'un régime dictatorial à une démocratie théorique) que sur le plan économique (passage d'une économie planifiée à une économie de marché). Cette transition rapide n'a pas été sans heurts et a conduit à une grave crise en 1998. Enfin, nous verrons que l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999 (en tant que premier ministre puis président) signe un renouveau de la puissance russe. Partisan d'un État fort, peu soucieux des droits de l'Homme et de la souveraineté de ses pays voisins, l'homme qui dirige la Russie depuis une vingtaine d'années a clairement remis la Russie sur les chemins de la puissance, mais à quel prix ?

1.1. L'éclatement de l'empire soviétique

Après la Seconde Guerre mondiale, l'URSS apparaît, avec les États-Unis comme l'une des deux superpuissances du monde. Pendant plus de quarante ans, leurs relations vont structurer la géopolitique dans le cadre de la Guerre Froide. L'URSS contrôle les territoires de l'Est de l'Europe et impose son système communiste. Son modèle se diffuse dans le monde, notamment en Asie, en Afrique ou encore à Cuba. L'URSS et les États-Unis se lancent dans une course à l'armement. L'URSS se dote de la bombe nucléaire en 1949, quatre ans après les États-Unis et les Soviétiques sont les premiers à envoyer un homme dans l'espace en 1961. La première déconvenue survient en 1969 lorsque les États-Unis plantent leur drapeau sur la lune. Cette rivalité de puissance militaire coûte cher à l'économie soviétique. En 1979, l'URSS envahit l'Afghanistan pour soutenir les communistes du pays. La première armée du monde – qui mobilise jusqu'à plus de 100 000 hommes - s'enlise face à la guérilla afghane : en 1988, l'URSS se retirera du pays.

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

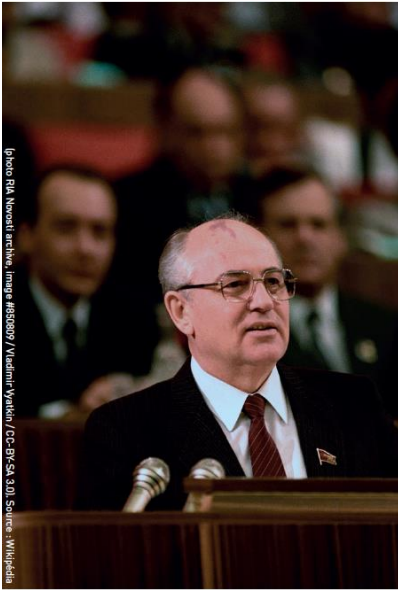


Image n° 5: Portrait de Gorbatchev en 1987 : il incarne la transformation de l'URSS

Arrivé au pouvoir en 1985, le jeune Mikhaïl Gorbatchev tente de réformer l'URSS dans trois directions. D'une part, il tente de sortir l'URSS de la pression de la Guerre Froide et de la course aux armements. Par ailleurs, il entame le retrait des troupes d'Afghanistan en 1988. La situation aboutit à une certaine détente (il obtiendra le prix Nobel de la paix en 1990 pour sa contribution à la fin de la Guerre Froide).

D'autre part, sur le plan intérieur, il lance la *perestroïka* (« restructuration »), une série de réformes économiques destinées à rattraper le retard économique et technologique du pays par le passage progressif à l'économie de marché. La bureaucratie soviétique, menacée dans son existence, est opposée à ces réformes.

La population soviétique n'y trouve pas son compte non plus car les effets à court terme sont dramatiques et les effets à long terme peinent à venir. L'essoufflement de l'économie se révèle notamment lors de l'accident de Tchernobyl en avril

1986. Enfin, toujours sur le plan intérieur, Gorbatchev mène une politique de *glasnost* (« transparence ») qui donne des libertés au peuple (expression, association, libération de nombreux prisonniers).

Mais cette politique se retourne contre Gorbatchev : manifestations, grèves, réveil des identités nationales jusque-là étouffées par la répression. Le système soviétique qui s'était construit par la force et tenait par la force est ébranlé par ces libertés nouvelles.

Les contestations renaissent également dans les démocraties populaires liées par le Pacte de Varsovie à l'URSS. Elles s'élèvent contre la terreur exercée par le parti communiste au pouvoir et sa police politique, contre les pénuries et contre la bureaucratie qui profite d'avantages exorbitants. Les identités nationales et/ou religieuses cimentent ces revendications. En Pologne, le syndicat Solidarnosc créé en 1980 renaît et joue un rôle essentiel dans l'opposition au régime communiste. Il organise en 1988 de grandes grèves nationales. Face à ces contestations, Gorbatchev annonce la fin de l'alignement des pays satellites sur l'URSS en décembre 1988 : les chars soviétiques n'interviendront plus en cas de contestation. Chaque pays est ainsi désormais libre de choisir sa voie. Les peuples de RDA et de Tchécoslovaquie descendent massivement dans la rue. En mai, la Hongrie ouvre sa frontière avec l'Autriche : le rideau de fer se fissure.

Puis, dans la foulée, en novembre 1989, les Allemands de l'Est font tomber le mur de Berlin. Les « démocraties populaires » de l'Est (qui n'étaient ni démocratiques et ni populaires) disparaissent pour laisser la place à l'économie de marché, à la démocratie et au pluralisme (à des degrés divers selon les pays) et au nationalisme. C'est la fin du bloc de l'Est, mais l'URSS demeure.

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

L'effondrement des démocraties populaires exacerbe les mouvements nationalistes à l'intérieur des frontières de l'URSS. Les Républiques baltes, annexées depuis 1940 par l'URSS, sont les premières à proclamer leur indépendance, suivies par les autres Républiques de l'URSS. Face à cette situation, les conservateurs communistes tentent de renverser Gorbatchev en août 1991 pour reprendre la main. Le putsch échoue grâce à l'intervention de Boris



Eltsine, alors à la tête de la République de Russie. Dans l'urgence d'une URSS en pleine décomposition, le 8 décembre 1991, Eltsine crée une nouvelle entité, la CEI (Communauté des États indépendants) avec l'Ukraine et la Biélorussie, puis l'ouvre à toutes les républiques désormais indépendantes. Toutes la rejoignent sauf les États Baltes. La CEI n'est pas ni État, ni une fédération, ni même une confédération : c'est un groupe d'États voisins ayant partagé une même histoire pendant des décennies, et visant à perpétuer l'influence de la Russie sur son étranger proche. Le 25 décembre 1991, Gorbatchev démissionne et met fin, de fait, à l'URSS.

2. La transition démocratique et économique

La fin de l'URSS aboutit à une transition démocratique et économique difficile.

Sur le plan politique, la transition est mouvementée. Dans un premier temps, Eltsine peine à vaincre les réticences du parlement face aux réformes. Il n'hésite pas, en octobre 1993, à lui envoyer l'armée pour le mettre au pas. Il y a des centaines de morts. Un référendum sur une nouvelle Constitution est adopté dans la foulée : la Russie devient un régime démocratique présidentiel. Mais, dans la réalité, la faiblesse démocratique du système apparaît au grand jour en 1996, quand la réélection de Boris Eltsine se fait grâce à des fraudes massives.

Sur le plan économique, la Russie hérite de l'Union soviétique d'une économie planifiée à bout de souffle. Le président Eltsine va entreprendre une « thérapie de choc », libéralise les prix et privatise les entreprises qui reviennent rapidement dans les mains des oligarques. La transition économique s'opère cependant mal : en 1998, une grave crise financière vient frapper la Russie, la corruption se développe et le niveau de vie baisse. Le PIB/habitant est presque divisé par deux entre 1989 et 1998. Cette crise se voit notamment dans les statistiques démographiques : ainsi l'espérance de vie chute brutalement de 69 ans dans les derniers de l'URSS à 64 ans en 1994 et le taux de natalité passe de 17 pour mille habitants à 8 pour mille en 1990.

Par ailleurs, la fin du bloc soviétique suivi de l'effondrement de l'URSS exacerbe les revendications de territoires au sein même de la Russie. En 1994, la Tchétchénie dans le Caucase déclare son indépendance. Moscou y répond par une grande fermeté : de décembre 1994 à août 1996, la Russie y envoie est signé en août 1996 reconnaît, de fait, l'autonomie de la Tchétchénie. Les Russes, humiliés, quittent le territoire.

Dans ces conditions, Boris Eltsine – de santé fragile par ailleurs – démissionne en 1999. Poutine arrive au pouvoir.

3. Le retour de la puissance avec Poutine ?

Vladimir Poutine prend le pouvoir avec l'ambition de réaffirmer la puissance de la Russie. Il occupe les plus hautes fonctions politiques depuis plus de 20 ans.

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

Officier du KGB (service de renseignements de l'URSS) sous l'ère soviétique, Vladimir Poutine s'engage en politique auprès du maire de Saint-Petersbourg et devient Premier ministre en août 1999. A la démission de Eltsine, Poutine devient Président par intérim puis Président élu en 2000. Largement réélu en 2004, il conduit une politique de redressement économique et de renforcement de l'exécutif marqué par un autoritarisme. En 2008, puisque la Constitution ne lui permet pas d'exercer un troisième mandat présidentiel consécutif, Vladimir Poutine fait élire son vice-président dont il devient le premier ministre pendant tout le mandat. En 2012 puis en 2018, Vladimir qui peut à nouveau se présenter à la présidentielle est très confortablement élu dès le premier tour.



Image n° 6: Capture d'écran du 19 Septembre 2018, RT France. Source youtube.com

La Russie d'aujourd'hui est-elle une dictature ? D'un côté, Vladimir Poutine est réellement très populaire en Russie, il a été élu largement (les fraudes n'expliquent pas tout) et, en incarnant le retour d'un État fort, il répond à une certaine volonté politique des Russes. Il apparaît régulièrement dans les médias dans des mises en scène soulignant sa force, sa virilité, etc. Cependant, il ne faut pas oublier que la Russie pratique des assassinats des opposants politiques, des fraudes électorales massives, des répressions brutales des manifestations, sans compter les pressions sur les médias, etc.

Sur le plan international, la Russie est intervenue en Syrie, continue de conserver son siège au Conseil de Sécurité de l'ONU ou encore s'immisce par le numérique dans les élections occidentales. Sur le plan régional, elle est intervenue en Géorgie en 2008 et en Ukraine (dont elle a annexé la Crimée) en 2014, puis depuis février 2022, signe de force militaire – mais ceci amène aussi beaucoup d'États de son étranger proche à se méfier du grand frère russe. La dépendance de l'économie aux exportations d'énergie, la corruption massive, les atteintes aux droits de l'Homme affaiblissent une Russie dont on peine à prédire, à terme, la place dans l'équilibre mondial.

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

II. Formes indirectes de la puissance : une approche géopolitique

Nous avons vu en introduction de ce thème que la puissance reposait sur du *hard power* mais aussi sur du *soft power*, notion théorisée par **Joseph Nye** en 1990. Cette forme indirecte de la puissance repose sur des vecteurs très variés que nous étudierons dans cet axe : la diffusion de la langue, les diasporas, la maîtrise des moyens de communications, l'attractivité des universités, l'industrie audiovisuelle (musique, cinéma, séries), la gastronomie, etc. Ce fondement de la puissance est bien identifié par les États (mais aussi par les entreprises) qui cherchent à le développer, à le soutenir dans une stratégie d'extension de la puissance.

Dans un premier temps, nous nous intéresserons au pouvoir de la langue et de sa diffusion à travers des exemples comme l'hégémonie de l'anglais, le cas de la francophonie, du chinois promu par les Instituts Confucius, etc. Dans un second temps, nous travaillerons sur la puissance des géants du numérique : les États peuvent-ils encore faire face aux géants du numérique, en particulier les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) ? Dans un troisième temps, nous étudierons la puissance du soft par la maîtrise des grands axes de communication en s'intéressant tout particulièrement aux « nouvelles routes de la soie » tracées par la Chine de nos jours.

Entre innovation et tradition, quelles sont les formes indirectes de la puissance ?

A. L'enjeu de la langue

On compte près de 7 000 langues dans le monde (sans compter les milliers de variantes dialectales). Toutefois, selon l'UNESCO, cette diversité culturelle pourrait être divisée par deux dans quelques dizaines d'années. Il faut dire que la moitié de ces langues comptent moins de 10 000 locuteurs.

Certaines langues sont beaucoup répandues que d'autres : 70 % des êtres humains emploient 21 langues. La langue la plus parlée dans le monde est le mandarin, du fait du poids démographique de la Chine (860 millions de locuteurs natifs). L'espagnol est réparti dans plus de trente pays (surtout en Amérique latine) avec 450 millions de locuteurs. La troisième langue est l'anglais avec 350 millions de locuteurs, suivi de l'hindi (260 millions), de l'arabe (240 millions), du portugais (220 millions) du bengali (200 millions), du russe (150 millions), du japonais (115 millions) et du français (80 millions). Cependant, l'évolution démographique va bouleverser ces classements estimatifs : l'Afrique qui compte 1,2 milliard d'habitants devrait passer à 2 milliards en 2050 et 4 en 2100. Les langues parlées sur ce continent (notamment le français) devraient alors connaître une diffusion plus massive en termes de locuteurs natifs mais aussi de locuteurs non natifs.

Certaines de ces langues (l'anglais mais aussi l'espagnol, l'arabe ou le français) sont considérées comme des langues internationales. Elles témoignent le plus souvent d'une imprégnation linguistique liée à la colonisation. Ces langues, parce qu'elles véhiculent des cultures et un mode de pensée, sont des instruments efficaces du *soft power*, c'est-à-dire d'influence. C'est pourquoi les grandes puissances investissent dans des programmes coûteux de diffusion de leur langue et de leur culture (à travers des instituts partout dans le monde, des chaînes audiovisuelles internationales, des festivals, etc.).

Les langues posent également un enjeu politique pour les États car elles forment l'identité des nations et donc son unité – ce qui explique les politiques de russification forcée en ex-URSS ou de sinisation³ dans les provinces turcophones de la Chine de nos jours. D'autres pays,

³ Sinisation : processus d'influence de la culture chinoise dans le monde

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

la France à ses colonies désormais indépendantes et, plus généralement, tous les pays employant la langue française.

En 1986, un nouveau pas est franchi avec l'organisation du premier sommet des chefs d'États et de gouvernements francophones à Versailles puis en 1988 avec l'instauration du 20 mars comme journée internationale de la Francophonie. L'année suivante, le sommet désormais annuel de la Francophonie a lieu en Afrique, terre natale de Senghor. En 1991, le quatrième sommet voit l'institutionnalisation de la Francophonie avec des conférences ministérielles plus fréquentes et surtout un Conseil permanent.

En 1994, la loi Toubon relative à l'emploi de la langue française stipule que la langue française est « un élément fondamental de la personnalité et du patrimoine de la France », « la langue de l'enseignement, du travail, des échanges et des services publics », ainsi que « le lien privilégié des États constituant la communauté de la francophonie ». Le français devient obligatoire dans certains domaines comme celui de la publicité. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui les publicités employant des expressions anglaises sont obligées de faire figurer leur traduction.

Un nouveau tournant s'opère en 1997 au sommet de Hanoï (Vietnam, ancienne colonie française) avec l'élection d'un premier secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie et l'adoption d'une « Charte de la Francophonie ». L'aspect n'est pas oublié avec le plan pour le développement d'un espace de coopération économique francophone. En 2005, une nouvelle charte est adoptée à Madagascar.

3. Les instituts Confucius, témoins et vecteurs de la puissance chinoise

Les instituts Confucius diffusent la langue et la culture chinoise. Ils se sont considérablement développés depuis les années 2000.

	Instituts présents dans	Nombre d'instituts	Nombre de classes
Afrique	46 pays	59	27
Amérique	25 pays	160	554
Asie	34 pays	160	100
Europe	42 pays	182	291
Océanie	7 pays	21	98
Total	154 pays	548	1 072

B. Les nouvelles technologiques

Les États sont donc des acteurs majeurs de la mondialisation. Mais leur puissance est concurrencée par les grandes FTN⁴, et en particulier les géants du numérique. Ces entreprises ont une influence très importante du fait de leur situation dominante, de leurs profits (optimisés par des stratégies de contournement de l'impôt) et des services qu'elles proposent. Nés à la fin du XXe siècle, ces géants du numérique et leur position d'hégémonie posent des questions fondamentales : situation de quasi-monopole sans concurrence, fiscalité, vie privée, transparence démocratique, etc. Les plus puissantes sont américaines et appelées GAFAM, un acronyme qui reprend leur nom (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft). La montée en puissance de la Chine en géopolitique et le développement d'un modèle chinois du numérique notamment à cause de la censure se traduisent par l'apparition sur le marché de géants nationaux appelés BATX (pour le moteur de recherche Baidu, le commerce en ligne avec Alibaba, les services numériques dont les réseaux sociaux avec Tencent et l'électronique et l'informatique avec Xiaomi). Ils bénéficient du grand marché chinois et commencent à se développer sur les marchés internationaux. Face à ces entreprises si puissantes, les États cherchent à riposter. Mais

⁴ FTN = Firmes Transnationales

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

leurs marges de manœuvre sont limitées pour l'heure et Internet demeure une zone largement incontrôlée par la souveraineté étatique.

Les États et les organisations internationales sont-elles impuissants face à la puissance des géants du numérique ?

1. La puissance des géants du numérique

Les GAFAM et BATX sont des géants du numérique. Ils génèrent des revenus comparables aux PIB de pays tels que la Grèce ou le Pérou. Certains ont fondé leur modèle sur la « gratuité » comme Facebook dont les profits proviennent à 97% de la publicité. Ils sont tellement puissants qu'un pays comme le Danemark a nommé un ambassadeur auprès d'eux. Ils investissent massivement dans des actions de lobbying pour influencer les décisions politiques, notamment auprès celle de l'Union Européenne.

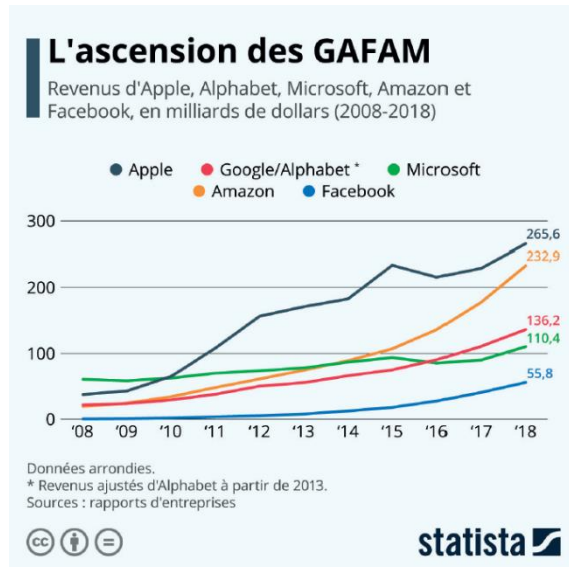
Notre dépendance face aux géants du numérique (aujourd'hui GAFAM et bientôt BATX) fait peser des risques importants sur notre économie, notre société et notre démocratie.

Les États en ont pris conscience mais tardivement. Leur riposte, organisée par la France notamment, est pour l'heure limitée car nationale. Il est temps que les États harmonisent leurs pratiques fiscales et leurs exigences juridiques pour recouvrer une souveraineté mise à mal par les géants du numérique. C'est le cas en France avec le souhait de les taxer – ce qui a suscité une réaction très vive aux États-Unis. En novembre 2023, nous ne connaissons pas encore l'avenir du réseau social X en Europe. Si le réseau ne s'engage pas à respecter les règles de protection en matière de cybersécurité européenne, celui-ci pour se retirer. Par conséquent, aucun européen ne pourrait y avoir accès. Il s'agit bien ici d'une preuve de la puissance européenne.

2. La maîtrise des voies de communication : les « nouvelles routes de la Soie »

L'expression « routes de la Soie » a été inventée en 1877 par un géographe allemand. Elle désigne les voies de circulations entre l'Asie et l'Europe. En 2013, le président chinois Xi Jinping a repris ce terme pour un grand projet d'infrastructures reliant la Chine au monde intitulé « les nouvelles routes de la soie » puis rebaptisé en 2017 « initiative de la ceinture et de la route ». Ce projet devrait être abouti pour 2049, année du centenaire de la République populaire de Chine. Le projet est à la hauteur des ambitions géopolitiques de la Chine : retrouver sa place « d'Empire du Milieu » qu'elle avait avant l'occidentalisation du monde au XIXe siècle.

Les leviers de cette politique sont variés : investissements dans des grands chantiers pour développer les voies de circulations (maritimes, terrestres, réseaux d'oléoducs et gazoducs, satellites), partenariats politiques et économiques, coopération culturelle, développement du budget en matière militaire. Il est estimé à 1 200 milliards de dollars d'ici à 2027. Ce projet bouleverse les équilibres géopolitiques actuels. Il déplace également le centre de gravité de la Chine jusque-là exclusivement tournée vers la mer.



COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

En quoi les routes de la soie reflètent-elles et confortent-elles la puissance chinoise ?

La Chine s'est lancée à partir de 2013 dans une version moderne des routes de la soie. Elle investit massivement (par des prêts, des exploitations, des chantiers) dans des points de passages stratégiques terrestres (six corridors) ou maritimes (une trentaine de ports) pour contrôler les grands axes de communication. Cette initiative reflète la puissance de la Chine autant qu'elle la conforte par la sécurisation des exportations chinoises et de ses ravitaillements. Il touche aujourd'hui plus d'une centaine de pays.

C'est le cas du plus grand port du Sri Lanka. Au milieu des années 2000, le Sri Lanka fait appel à la Chine pour construire un port, pensant conserver les bénéfices de son exploitation. Mais en 2017, dépassé par la dette colossale du port, le Sri Lanka cède l'exploitation du port à la Chine pour une durée de 99 ans en échange de l'effacement de la dette. C'est le cas également du train reliant Nairobi à Mombasa (ville portuaire du Kenya) inauguré en mai 2017 après 2,8 milliards d'euros de travaux. C'est le projet d'infrastructures le plus important au Kenya depuis son indépendance en 1963. Il a été financé par des prêts chinois. La Chine assurera par ailleurs la gestion pendant dix ans. L'objectif est de relier par la suite l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Soudan.

Cependant, cette initiative est aujourd'hui critiquée : les pays concernés se sont beaucoup endettés, l'emprise de la Chine par ses investissements y est très forte, les financements sont opaques et les chantiers peu écologiques. Par ailleurs, les États-Unis et l'Europe tentent de réagir pour freiner et limiter ce projet qui devrait pourtant être abouti en 2049.

III. Objet de travail conclusif : la puissance des États-Unis aujourd'hui

Nous aborderons à présent notre objet conclusif qui porte sur la puissance américaine de nos jours. Nous le déclinerons en trois séances :

- Les lieux et les formes de la puissance aux États-Unis
- Le débat récurrent aux États-Unis sur l'unilatéralisme ou le multilatéralisme
- Les points d'appui et zones d'influence des États-Unis dans un monde multipolaire

À partir de 1941 et leur engagement dans la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis assument leur leadership c'est-à-dire leur rôle de puissance mondiale. C'est d'ailleurs leur participation au conflit qui permet la victoire contre l'Allemagne puis contre le Japon.

A. Les lieux et les formes de la puissance des États-Unis

Voyons dans un premier temps comment quels sont les lieux et les formes de la puissance aux États-Unis. Hollywood, le Massachusetts Institute of Technology (MIT), le siège de l'ONU ne se trouvent-ils pas aux États-Unis ? Ils sont les symboles de la puissance de ce pays.

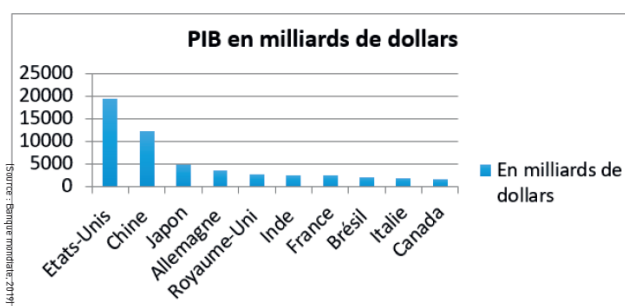
Comment se manifeste la puissance des États-Unis ?

I. Un hard power hégémonique

Le pays dispose de l'armée la plus puissante au monde. Certes, numériquement, les États-Unis ne sont que les deuxièmes, loin derrière la Chine (1,3 million de soldats contre 2,4 pour la Chine), mais les États-Unis sont incontestablement la plus grande puissance militaire au monde. D'une part, leur capacité de projection (notamment avec leurs 11 porte-avions et leurs 7 flottes) est pour l'heure inégalée. La puissance de l'armée américaine repose également sur ses alliances militaires multilatérales comme l'OTAN ou bilatérales, et du réseau très important de bases dans

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

le monde. La qualité de leur équipement technologique est très élevée. Ils possèdent ainsi la plus grande flotte de drones (petits avions pilotés à distance) qu'ils soient des drones de surveillance, de reconnaissance, armés ou furtifs (c'est-à-dire peu détectables). La moitié des satellites à vocation militaires sont américains. L'armée américaine bénéficie des inventions des chercheurs américains (radars, GPS, Internet, etc.). Les États-Unis sont également les premiers à avoir acquis la bombe nucléaire et les seuls à l'avoir utilisé pendant un conflit (en 1945 lors des attaques d'Hiroshima et Nagasaki). En février 2019, le président Trump a retiré son pays du traité de 1987 limitant le nombre d'armes nucléaires, lui laissant ainsi le champ libre à un réarmement en la matière. Leurs dépenses militaires sont les plus élevées du monde (600 milliards de dollars par an contre 200 pour la Chine, deuxième budget militaire au monde). Elles ont même augmenté de 4,6% en 2018. Les États-Unis assurent plus d'un tiers des dépenses d'armement au monde. Cependant, la puissance armée des États-Unis souffre de trois limites majeures : son coût, son inefficacité face à un conflit asymétrique (c'est-à-dire avec une guérilla ou du terrorisme) et de la concurrence des autres États, notamment la Chine qui monte en puissance et la Russie avec sa puissance héritée de la Guerre Froide. Les États-Unis sont la première puissance mondiale économique en termes de PIB produit : celui-ci représente en effet à lui seul près d'un quart du PIB de la planète !



Comment expliquer une telle hégémonie ?

Les atouts des États-Unis sont nombreux. D'abord, sa population de 320 millions d'habitants est bien formée et les États-Unis attirent entre 0,5 à 1 million d'élites étrangères par an (c'est le *brain drain*). D'autre part, les États-Unis disposent de ressources naturelles importantes : pétrole (Texas, Alaska, golfe du Mexique), charbon, agriculture très performante (dans les Grandes Plaines ou, pour les agrumes, en Floride). Le dynamisme américain se traduit dans le secteur industriel qu'il s'agisse de l'industrie traditionnelle (voitures Ford, l'aérien avec Boeing), agro-alimentaire, pharmaceutique (Pfizer) et de pointe. Le tertiaire n'est pas en reste, notamment dans les assurances, le tourisme et les loisirs qui peuvent s'appuyer sur des firmes très puissantes. Les États-Unis dominent également le domaine financier avec la première bourse au monde, Wall Street.

Leur attractivité se perçoit aussi par les investissements directs à l'étranger reçus et émis : les États-Unis se classent deuxièmes dans les deux catégories. À noter enfin, les États-Unis préparent l'avenir en investissant massivement dans la recherche et développement : Washington dépense dix fois plus en la matière que la France ! Un lieu témoigne de ce dynamisme : c'est la Silicon Valley en Californie, haut lieu de la technologie qui regroupe tous les géants du numérique.

Les États-Unis disposent également d'une puissance diplomatique qui se traduit entre autres dans la place des États-Unis dans les grandes institutions internationales: G7 (groupe de sept grandes puissances), G20 (groupe de vingt grandes puissances mondiales), Organisation mondiale du commerce, Banque mondiale, Fonds monétaire international, et surtout l'ONU à New York.

2. Un soft power inégalé

Les États-Unis sont donc bien la première puissance mondiale, ce qui se traduit par des lieux sur son territoire qui sont des symboles de cette puissance comme on peut le voir avec le MIT.

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

Né en 1861, le Massachusetts Institute of Technology est situé à Cambridge, près de Boston. L'idée de son fondateur, William Barton Rogers, est de faire travailler les étudiants sur des savoirs mais aussi sur des savoir-faire, d'où une large place laissée à l'expérimentation – à l'inverse du modèle britannique (repris par l'université américaine de Harvard par exemple) qui se centre sur des enseignements classiques comme le latin et le grec. Cette approche originale explique la devise de l'école : Mens et manus (« l'esprit et la main »).

D'abord consacrée à l'architecture, l'université élargit rapidement ses domaines d'enseignement et de recherche (génie électrique puis sanitaire, maritime, militaire, physique nucléaire, intelligence artificielle, etc.) avec toujours la même méthode : mêler savoir et savoir-faire dans une optique transdisciplinaire.

En 2018, selon le classement de Shanghai, le MIT est la 4e université au monde devant Harvard (américaine), Stanford (américaine) et Cambridge (anglaise). Son rayonnement est très important : il accueille près de 11 000 étudiants et un millier d'enseignants (dont 40% ne sont pas nés aux États-Unis) et compte 93 lauréats de prix Nobel (et 8 de la médaille Fields, l'équivalent du Nobel pour les mathématiques) parmi ses diplômés et/ou ses chercheurs.

Il est à l'origine d'inventions qu'on utilise au quotidien: téléphone, radars, le transistor, photographie à haute vitesse, photocopieuses de bureaux, calculatrices de poche, ordinateurs, Internet, lasers...

B. Unilatéralisme et multilatéralisme : un débat international

Un débat récurrent agit la diplomatie états-unienne depuis leurs origines. Dans un premier temps, cette puissance en construction a clairement choisi l'isolationnisme, soit la doctrine de la politique étrangère pour une intervention minimale dans les affaires du monde.

Cependant, à mesure que la puissance des États-Unis se développe, ils interviennent de plus en plus dans la marche du monde. Cette diplomatie oscille entre l'unilatéralisme, c'est-à-dire la stratégie de politique étrangère qui consiste à ne pas tenir compte pour agir du point de vue des autres États ni de celui des organisations internationales et le multilatéralisme, c'est-à-dire la stratégie de politique étrangère qui consiste à tenir compte pour agir du point de vue d'autres États (souvent de ses alliés) et de celui des organisations internationales. Ainsi, les États-Unis entrent dans la Première Guerre mondiale en 1917, mais refusent d'intégrer la Société des Nations (ancêtre de l'ONU) en 1920.

À partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale surtout, les États-Unis ont rompu avec leur tradition isolationniste et encouragé le développement d'institutions multilatérales afin d'établir des règles communes de gouvernance (ONU, G7, G20). Cependant, la défense de leurs intérêts les a amenés à prendre des décisions unilatérales comme la guerre au Vietnam dans les années 1960 et la guerre d'Irak en 2003. De nos jours, l'unilatéralisme semble prendre le dessus dans la diplomatie américaine.

Pourquoi la politique étrangère oscille-t-elle entre unilatéralisme et multilatéralisme de nos jours ?

La politique extérieure américaine défend toujours les intérêts des États-Unis, mais elle oscille entre multilatéralisme et unilatéralisme surtout en fonction des présidents au pouvoir.

Le président américain républicain George Bush arrive au pouvoir en 2001. Il se pose rapidement comme un partisan de l'unilatéralisme, tendance renforcée après le traumatisme national (et international) des attentats du 11 septembre 2001. George Bush engage les États-Unis dans une guerre en Irak en mars 2003, sans l'aval de l'ONU et sans le soutien d'une partie de ses alliés historiques (la France notamment).

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

Son objectif est de renverser le régime du dictateur Saddam Hussein qu'il accuse de détenir des armes de destruction massive, armes qui n'ont jamais été retrouvées. Cette décision unilatérale et fondée sur un mensonge a été très contestée et a terni l'image des États-Unis dans le monde.

Le président Donald Trump arrive au pouvoir en 2017. Sa pratique de la diplomatie rompt singulièrement avec celle des années Obama. Impulsif, réagissant souvent par des Tweets, il n'hésite pas à se fâcher avec ses alliés traditionnels, à manier l'invective voire l'injure ou le mensonge. Par ailleurs, sa politique extérieure n'est pas toujours constante. Tout cela déconcentre nombre de diplomates habitués à un univers plus feutré. Surtout, le président Donald Trump mène une politique étrangère unilatérale tendant à l'isolationnisme. L'un de ses slogans (« America First », c'est-à-dire « L'Amérique d'abord ») l'illustre bien. Il se désengage d'une partie des traités internationaux et fait passer les intérêts des États-Unis avant toute considération. Enfin, farouche partisan du protectionnisme, il instaure des taxes douanières à l'entrée des États-Unis et réforme l'ALENA, l'accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada, pour le rendre plus profitable aux États-Unis. Le président Trump s'est aussi distingué par sa volonté d'ériger un mur entre les États-Unis et le Mexique pour limiter l'immigration et par le refus des immigrés d'un certain nombre de pays. Depuis, Biden renverse légèrement la tendance et tend à montrer que les États-Unis restent un acteur majeur des relations internationales. En novembre 2023, il se présente comme un négociateur important dans la reprise des tensions entre Israéliens et Palestiniens.

C. Points d'appui et zones d'influence des États-Unis dans un monde multipolaire

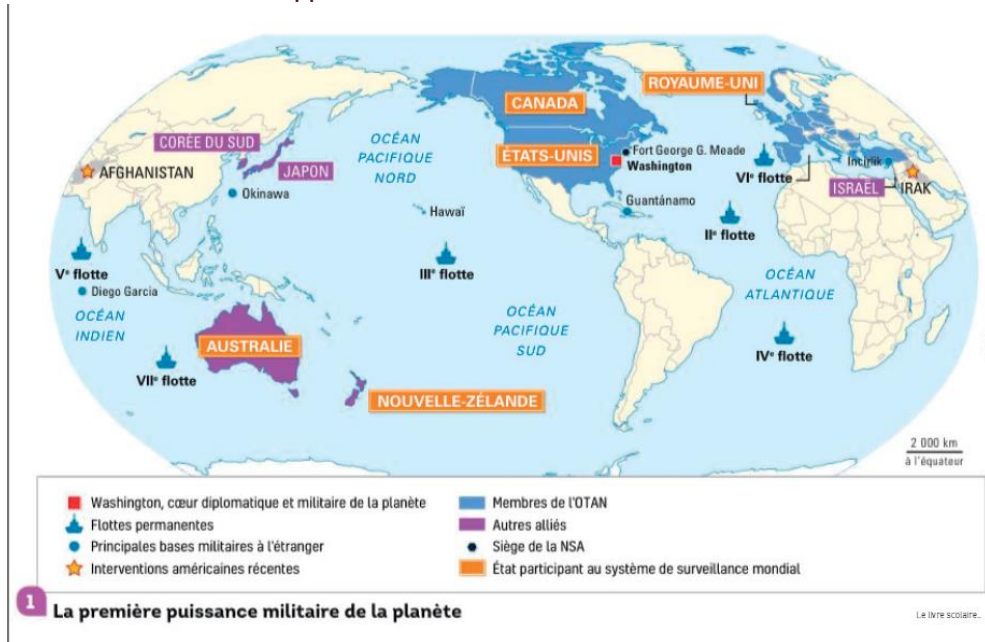
En 1991, les États-Unis gagnent la Guerre Froide car l'URSS disparaît. Ils deviennent donc une « hyperpuissance » selon les mots du ministre français des affaires étrangères d'alors, Hubert Védrine.

Ils apparaissent sans rivaux, seuls à pouvoir exercer leur pouvoir de « gendarmes du monde ». Trente ans plus tard, les États-Unis sont toujours la première puissance mondiale et ils disposent de points d'appui et de zones d'influence partout dans le monde. Mais les équilibres géopolitiques ont changé. Les géants démographiques et/ou territoriaux émergent et se réunissent entre BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Parmi eux, la Chine semble la seule à pouvoir rivaliser avec la puissance américaine. Le monde est devenu multipolaire, c'est-à-dire structuré par plusieurs pôles.

Malgré ses points d'appui et ses zones d'influence, les États-Unis dominent toujours le monde ou celui est-il devenu multipolaire ?

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

I. Points et zone d'appui et zone d'influence des États-Unis



Les points d'appui de la puissance militaire des États-Unis sont :

- Sept flottes et des bases militaires à l'étranger qui leur donnent une capacité de projection très forte.
- Un réseau d'alliances militaires dont l'OTAN, depuis 1949, est le principal pivot.
- D'un système de renseignement reposant sur des hautes technologies avec la NSA (National Security Agency) à Fort George G. Meade dans le Maryland
- Ceci leur permet d'intervenir partout dans le monde, en Afghanistan depuis 2001, en Irak à partir de 2003 et en Syrie contre l'État islamique.

2. Un monde multipolaire ?

Le monde est désormais multipolaire car les États-Unis ne le dominent plus sans rivaux comme ce fut le cas dans les années 1990 avec la chute de l'URSS. Sa principale rivale est la Chine dont l'ascension spectaculaire bouleverse les équilibres géopolitiques mondiaux.

Quels équilibres pour demain ?

« Nul doute que la formidable ascension de la Chine au cours des dernières décennies l'ait érigée en principale rivale des États-Unis. Elle a précipité le glissement de la puissance de l'Occident vers l'Orient [...], pulvérisé l'idée d'une « ère unipolaire » où les États-Unis seraient les seuls à compter et, plus encore, remis en question l'universalité du modèle qu'ils se faisaient fort d'incarner. Quand, en 1991, après la chute de l'URSS, Francis Fukuyama annonçait la « fin de l'histoire » et l'inéluctable triomphe de la démocratie libérale, qui aurait parié sur le succès du « marxisme-léninisme, cet étrange hybride d'économie de marché et d'autoritarisme inventé par la Chine ? Pourtant, ce dernier a fait d'elle un leader dans les technologies avancées et du renminbi une monnaie de réserve reconnue par le FMI. Il l'a élevée au rang de superpuissance dont l'influence se fait chaque jour plus sentir dans le monde entier. Et il a permis à un « rêve chinois » d'émerger face à un « rêve américain » désenchanté. [...] Les Américains ont d'autant plus de mal à le supporter qu'à leurs yeux la Chine a, plus que tout autre pays, profité de la stabilité que la Pax Americana a assurée. Aussi ne faut-il pas trop s'étonner si leur exaspération a récemment débouché sur un regain de combativité et une guerre commerciale qui semblent avoir laissé les dirigeants chinois quelque peu désarçonnés.

La confrontation économique dans laquelle les deux pays sont en train de s'engager laisse-t-elle pour autant augurer d'un conflit armé ? [...]

COURS – Analyser les dynamiques des puissances internationales

Seul l'avenir nous dira si les dirigeants des deux pays sauront conjurer le passé en cantonnant leur rivalité au commerce et à la technologie, en inventant chaque fois que nécessaire de nouveaux *modus vivendi* et en coopérant à la solution des grands défis – la lutte contre le changement climatique, la montée du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive – que le monde ne pourra surmonter s'ils ne sont pas unis. Ou si, voulant bloquer la transition ou la précipiter et sous-estimant les conséquences de leur intransigeance ou de leur impétuosité, ils commettront les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs et plongeront leurs peuples et, avec eux, le monde dans de nouveaux malheurs. »

Pap Ndiaye, « La vraie doctrine d'Obama », *L'histoire*, collection, 56, juillet-septembre 2012.

En conclusion de ce thème sur les puissances dans le monde, nous pouvons donc dire que les puissances naissent, connaissent un moment d'apogée puis déclinent. Elles peuvent renaître comme le montre l'exemple de la Chine. Cette puissance prend des formes classiques du *hard power* (puissance militaire, économique, diplomatique) mais aussi plus indirectes avec le *soft power* c'est-à-dire la force d'attraction de leur modèle.